

Siat-Gabon /Projet de développement du palmier à huile à Makouké L'agro-industriel belge confronté à un déficit de main d'œuvre locale



Le directeur du site de Makouké, Jean-Marc Ackermans supervisant les opérations de planting.

Willy NDONG
Bindo/Gabon

DANS le cadre de son projet de développement (2015) de la culture du palmier à huile, dans la localité de Makouké et Bindo (Moyen-Ogooué), la Société d'investissement pour l'agriculture tropicale (Siat-Gabon) a prévu planter avant janvier 2016, 107 250 palmiers sur une superficie de 750 ha. Ce vaste projet agricole nécessite tout naturellement une main d'œuvre abondante. Malheureusement, les nombreuses campagnes de

recrutement lancée depuis plusieurs mois n'ont pas permis à Siat Gabon de recruter le maximum de personnes. Face à cette grosse difficulté, et pris par les délais, la direction générale de la compagnie belge a officiellement saisi la hiérarchie de la Sécurité Pénitentiaire, aux fins de solliciter, dans un premier temps, pour 11 jours, une trentaine d'agents à affecter dans les plantations de palmier à huile à Bindo, à quelques kilomètres de Makouké. "Depuis plusieurs années, nous lançons des avis de recrutement des Gabonais voulant travailler dans nos



Photo : DR

Un jeune maton à l'ouvrage.

plantations. Malheureusement pour nous, nous n'enregistrons aucun engouement. Si nous sommes capables de défrayer de grands espaces avec des engins, comment en revanche pourrions nous faire pour planter si nous sommes confrontés à un déficit de personnel ? C'est donc pour être en phase avec notre plan de développement que nous nous sommes rapprochés de la hiérarchie de la Sécurité Pénitentiaire pour nous venir en aide de manière ponctuelle. Il s'agit donc d'une démarche citoyenne et expérimentale", a indiqué Jean-Michel Ndoutoume

Obame, responsable de la communication et des relations publiques de Siat Gabon. Les trente agents de ce corps sont donc arrivés à Bindo dimanche dernier pour un travail sur le terrain. Chaque maton, en moins de deux semaines, doit pouvoir creuser 54 trous de 50 cm de profondeur par jour, soit 1620 trous qui seront réalisés par les 30 para-militaires. Ils aideront aussi l'entreprise à transporter les palmiers entre la pépinière et l'endroit où ils seront plantés. En contrepartie de ce travail, Siat s'est engagée à assurer aux agents toutes les commodités néces-



Photo : W.N.

Des pépinières du palmier à huile prêtes à être mises en terre dans la plantation de Makouké.

saires au bon déroulement de cette activité. Qu'à cela ne tienne, malgré cette initiative, il nous a été tout de même permis de constater que le travail accusait du retard par rapport aux prévisions. "C'est la première fois, pour certains d'entre nous, de travailler dans des plantations. Il va nous falloir un petit temps d'adaptation, sans oublier les conditions climatiques qui ne sont toujours pas là pour arranger les choses. Nous allons tout faire pour atteindre les objectifs", a promis un maton. Cette situation pose tout de même la problématique de la mécanisation de l'agri-

culture dans notre pays. De toute évidence, l'achat de plusieurs engins troueurs devrait pouvoir régler ce problème de main d'œuvre. Le manque d'engouement de nos concitoyens à ce type d'activité est aussi consécutif à la faiblesse de la rémunération qui leur est souvent proposée. "Le travail est dur, et la paye est mauvaise. Comment s'en sortir avec 3900 francs par jour mais à condition de creuser 54 trous par jour. C'est un peu pour cette raison que les jeunes rechignent à accomplir ce travail", a relevé un jeune compatriote habitant la contrée.

Journée mondiale de la poste

La poste doit s'adapter pour trouver sa place dans l'économie

C.O.
Libreville/Gabon

A l'instar de la communauté internationale, le Gabon a célébré hier, à Libreville, la Journée mondiale de la poste sous le thème : "l'innovation, l'inclusion et l'intégration sont les principaux facteurs de succès pour l'avenir de la poste". La cérémonie était présidée par le ministre de l'Economie Numérique, Pastor Ngoua Nemé, en présence du P-dg du Groupe la Poste SA, Alfred Mabika, et de plusieurs cadres de l'institution. D'entrée, le membre du gouvernement a fait l'historique de l'événement instauré depuis le Congrès de Tokyo (japon) de 1969. Il a également profité de la circonstance pour rappeler le rôle de la poste dans notre vie quotidienne et sa contribution au développement économique et social des



Photo : Joseph Manianga

Alfred Mabika, P-DG de la poste SA.

pays. Jetant un regard dans le rétroviseur, le ministre a indiqué que la poste doit s'adapter pour trouver sa place dans l'économie et continuer de jouer un rôle clé dans les échanges des biens et services sous la pression de la libéralisation des marchés en gérant les services et produits adaptés à chaque

époque. «de la machine à affranchir au courrier hybride, du mandat carte au mandat électronique, du paquet ou colis à distribuer au commerce électronique, des comptes d'épargne et CCP à la banque poste», a précisé le ministre. Pour sa part, Alfred Mabika a indiqué que la réforme organique, initiée depuis 2007 à la poste SA, à la demande des



Photo : C.O.

Plusieurs cadres de la poste et d'autres invités prenant part à la cérémonie.

pouvoirs publics, met en exergue la caractère parfaitement visionnaire des plus hautes autorités du pays «ce d'autant que les notions d'innovation, d'inclusion et d'intégration sont au cœur même des actions du Groupe la poste dans son ensemble». En effet, pour l'orateur, les innovations opérées par la structure qu'il dirige, prouve

que la poste SA s'est résolument intégrée dans l'ère des innovations technologiques. Et cette intégration est palpable à travers le processus d'inclusion financière, notamment, par la bancarisation de plus de 48.000 clients CCP, de plus de 200.000 clients de la CEP, de près de 9.000 étudiants et un peu plus de 20.000 pensionnaires

de la CNSS. C'est fort de son ambition que notre poste a décidé de se lancer prochainement dans la mise en œuvre du projet village numérique, matérialisé pour la première fois dans le village Dibouangu (Ngounié) en apportant la télévision, le téléphone et l'internet aux populations de cette localité rurale. Cette formule de trois services en un seul, dénommée 3 en 1, doit s'accompagner, jour après jour, d'une gamme variée de nouveaux produits parfaitement adaptés aux besoins de la poste SA et de sa typologie de clientèle. C'est ainsi que les capitales provinciales doivent être dotées, à partir de ce jour, d'un ensemble de fournitures parfaitement adaptées aux attentes sociales. Après les discours, les officiels ont procédé aux lancements successifs du Small Village, Airtel Money et Small World.

Conférence sur l'investissement

Les avantages de la double nationalité

MZM
Libreville / Gabon

DÉTENIR un passeport d'un autre pays peut offrir des opportunités au plan international dans le domaine des affaires, de l'éducation, des soins médicaux, et permet de voyager sans visa pour les investisseurs et leurs

familles. C'est dans cette optique que Monarch et Co, spécialiste des demandes de résidence permanente et de nationalité, envisage de proposer aux hommes d'affaires des programmes d'investissement leur permettant de choisir parmi un vaste portefeuille de pays à travers le monde. Selon le président directeur général de Monarch et Co, il existe

cinq avantages inhérents à la double résidence et/ou nationalité, à savoir une meilleure protection, des facilités sur le plan financier, le voyage sans restriction, des réductions fiscales et la sécurité sur le plan familial. « Il existe de nombreuses raisons pour lesquelles la double résidence et nationalité est attrayante pour les investisseurs, mais en général, l'argument prin-

cipal reste le second passeport qui permet d'accéder au monde plus librement, avec plus de flexibilité, et de bénéficier légalement de réductions d'impôts», a-t-il relevé. Des avantages tel qu'un accès à de meilleurs services de soins médicaux, d'enseignement, de sécurité et de transport pourraient être accordés aux investisseurs, des programmes leur

offrant jusqu'à 6,5 % de retour et des garanties de rachat une fois que leur candidature à l'obtention de la nationalité est acceptée. Ce qui leur permet de percevoir des retours en devises étrangères avec des risques limités ou sans risque. Mais aussi, en ce qui concerne les demandes d'obtention d'un visa, le plus souvent longues et coûteuses, des programmes

d'accès à la résidence et à la citoyenneté. Les investisseurs auront la possibilité d'obtenir une autre nationalité qui offre peu de restriction aux projets de voyage et de demande de visa. En acquérant une seconde nationalité, les investisseurs ont également le droit à des allègements fiscaux et à une meilleure situation fiscale, tant sur le plan professionnel que personnel.